



Des leçons en provenance de l'autre extrémité du globe

Il y a dix ans, le gouvernement national australien modifiait les règles de financement, ce qui a permis aux des chaînes de garderies privées de croître et d'accéder au financement public. Aujourd'hui, le secteur des garderies privées fournit 67 % de tous des services à temps plein du pays et est majoritairement composé de grandes chaînes privées qui font des profits énormes.¹

Au Canada, le gouvernement fédéral a alloué cinq milliards de dollars sur cinq ans aux provinces et aux territoires pour les services de garde licenciés. L'allocation de ces fonds comporte peu de restrictions, et le Canada devient donc une cible facile pour les chaînes privées de services de garde.

Quels sont les changements auxquels l'Australie a procédé?

Entre 1991 et 1997, le gouvernement a modifié les règles de financement pour attribuer des subventions aux familles qui avaient recours aux centres de la petite enfance privés. Auparavant, seuls les parents qui faisaient affaire aux centres à but non lucratif pouvaient toucher ces subventions. Soumis aux lourdes pressions du secteur privé, le gouvernement a aussi cessé d'allouer des subventions aux centres à but non lucratif pour leurs dépenses d'exploitation. (Cette approche qui consiste à donner de l'argent aux parents est similaire à celle du Parti conservateur fédéral et à d'autres dans certaines parties du Canada.) Les conservateurs prônent l'allocation d'argent aux parents par le biais des impôts, allant ainsi plus loin que l'Australie avec ses subventions aux parents pour les frais de garde).

« Je ne pense pas qu'on ait pu imaginer un jour qu'en Australie, on pouvait faire à ce point fortune grâce aux services de garde. Je recommande vivement au Canada d'être très, très prudent... » *Deborah Brennan, professeure en gestion, University of Sydney, citée dans le Toronto Star, 5 février 2005.*

Le gouvernement australien a aussi instauré un système d'agrément. Les centres de la petite enfance devaient être agréés pour être admissibles aux subventions gouvernementales. Le secteur privé a rapidement investi dans le processus d'agrément.

Comment s'est effectuée la prise de contrôle des services de garde?

Les centres à but non lucratif se sont efforcés de maintenir la qualité malgré des revenus soudainement réduits, et en même temps, plusieurs propriétaires indépendants ont constitué de petites chaînes privées. Par exemple, le canadien de naissance Eddy Groves, propriétaire d'ABC Learning Centres Ltd., a opéré un centre de la petite enfance à Brisbane en 1988. En 2001, il possédait 31 centres et il était le premier entrepreneur en services de garde à inscrire sa compagnie à la bourse australienne. D'autres chaînes privées de services de garde en ont fait autant.

Les entreprises australiennes de services de garde ont commencé à fusionner en 2003. En septembre 2004, Learning Centres Ltd. a fusionné avec des concurrents pour créer une compagnie de plus de 700 millions de dollars.

¹ 2002 Census of Child Care Services. Commonwealth of Australia

À quel point les services de garde sont-ils lucratifs?

Eddie Groves est désormais l'une des personnes de moins de 40 ans les plus riches d'Australie. D'autres ont aussi tiré des profits de ces transactions. Le directeur général de Peppercorn (PMG), une des compagnies fusionnées, a obtenu presque 130 millions de dollars en vendant 55 % de ses actions. Il a cofondé PMG en 1992, c'était alors un centre de la petite enfance indépendant à Brisbane.

Un rapport rédigé en 2004 et destiné aux actionnaires d'ABC signalait que les possibilités de croissance de cette industrie étaient abondantes. Les centres affiliés à ABC, qui tiraient 50 % de leurs revenus des subventions publiques, ont permis à cette entreprise de doubler ses gains. Chaque centre tente d'atteindre un profit annuel d'environ 100 000 \$. Désormais, en 2005, la compagnie contrôle presque 900 centres en Australie (et 70 en Nouvelle-Zélande)² et représente 23 % de tout le secteur des centres de la petite enfance en Australie.³

Comment l'expansion commerciale a-t-elle affecté les parents et les enfants?

Les coûts

Pour les Australiens à moyens ou faibles revenus, les services à la petite enfance sont devenus une loterie qui consiste à trouver une place et à essayer de dénicher l'argent pour payer les coûts.⁴ Entre 1991 et 1999, les centres ont augmenté les coûts hebdomadaires des places à temps plein de 6,5 % par an en moyenne. Ceci représente une hausse totale de 59 %, bien plus que l'inflation et l'augmentation des salaires. À partir de 2002-2003, les coûts ont augmenté de 30 % de plus.

L'accès

La croissance a été irrégulière. Les centres privés s'implantent généralement là où ils peuvent faire des profits, en conséquence, dans certains territoires l'offre est excédentaire alors que d'autres manquent cruellement de services. L'accès est limité pour les immigrants, les autochtones, les enfants qui ont des besoins spéciaux et les familles qui vivent dans des zones rurales et qui ont de faibles revenus.

La qualité

Les critiques avancent que le succès du secteur privé repose sur une structure non viable de salaires peu élevés et de mauvaises conditions de travail qui ont entraîné un chronique manque de personnel, ce qui se répercute sur les enfants. Ces critiques déclarent que le secteur privé diminue les coûts de personnel en employant des travailleurs moins qualifiés que ne l'exige la réglementation et en utilisant un plus grand nombre d'employés occasionnels. Ils ont aussi soulevé d'autres préoccupations quant à la qualité.⁵ En conséquence, davantage de financement public est alloué au suivi et à la poursuite des infractions.

Comment l'expansion commerciale a-t-elle affecté les administrateurs privés indépendants?

Les chaînes privées absorbent beaucoup de petits centres privés indépendants. Dans l'ouest de l'Australie, la compagnie ABC détient plus de 90 % des services privés de garde, dans l'État de Queensland, plus de 60 % et dans la plupart des autres États, elle administre au moins la moitié des services privés.⁶

² <http://www.abc.net.au/insidebusiness/content/2004/s1197278.htm>

³ Andrew Fraser. *Yes, ex-minister, you're hired*, The Australian, May 17, 2005

⁴ http://www.actu.asn.au/public/news/1084146163_27793.html

⁵ J. Kirby, *Millions Milked*. BRW 25(44)

⁶ Jason Dowling and William Birnbauer. *The nation's child-care centres are being swallowed up by big business, who are reaping the benefit of billions of taxpayers' dollars. But has the drive for profits gone too far?* The Age.

Comment l'expansion commerciale a-t-elle affecté les salaires des travailleurs de ce secteur?

Dans un centre à but non lucratif, les salaires représentent 80 % du budget de fonctionnement. Le secteur privé rapporte des coûts salariaux d'environ 55 % et vise à les réduire à moins de 50 %.⁷ Dans plusieurs États, les éducateurs sont payés au salaire minimum, c'est-à-dire 11,80 \$ de l'heure, soit moins de 450 \$ par mois et moins de 25 000 \$ par an.

L'histoire australienne est-elle édifiante pour le Canada?

Oui. Eddie Groves se dit intéressé à élargir son expérience au Canada. Al Perkins, administrateur général de North Carolina's Blackstocks Development Corp., a aussi déclaré que sa compagnie était « extrêmement » intéressée à acquérir des centres de la petite enfance au Canada ou à en ouvrir de nouveaux, conformément à son plan d'expansion internationale. Blackstocks gère des centres à Charlotte, Philadelphie et St. Louis et projette d'ouvrir 83 nouvelles succursales par an.

Le gouvernement fédéral du Canada a signé une entente de principe sur les services de garde avec la plupart des provinces, mais seuls le Manitoba et la Saskatchewan se sont explicitement engagés à affecter les nouvelles subventions au système à but non lucratif réglementé.

Le gouvernement fédéral n'a pas pris de mesures pour s'assurer de fermer la porte aux chaînes privées de services de garde. Comme le montre l'expérience australienne, les risques sont énormes pour les enfants et les familles canadiennes. Il est réellement possible que les grandes organisations commerciales étrangères qui fournissent des services de garde se servent des accords de commerce internationaux pour pénétrer le nouveau « marché des services de garde » canadien, et forcer ensuite les gouvernements à abaisser les normes réglementaires en déclarant qu'elles constituent des « obstacles au commerce ».

Que se passe-t-il en Australie à présent?

On craint beaucoup que les politiques sur les services de garde subventionnent les profits de l'industrie des services privés de garde en plein essor plutôt que de répondre aux besoins des parents et des jeunes enfants. D'après les critiques, le gouvernement a non seulement permis au secteur privé de proliférer, mais ses politiques ont aussi systématiquement amoindri la qualité des services.

Certains investisseurs se sentent clairement mal à l'aise avec la nature privée des services de garde. Le numéro de *Ethical Investor* publié en juillet 2004 résume le débat des bailleurs de fonds soucieux de l'éthique : « L'argument moral est au coeur du débat sur les services de garde. Qui est le client et quel service lui est-il fourni? Pour les centres à but non lucratif, c'est l'enfant qui est le client. Pour d'autres types de centres, le client est le parent ou l'employeur. Les implications de ce changement sont énormes. »⁸

⁷ Joy Goodfellow, Institute of Early Childhood, Macquarie University

⁸ James Kirby. *Millions milked: Claims of mismanagement threaten the rapidly expanding child care industry* Business Resources Weekly (BRW), Volume 25, No. 44, 13 November 2003